

*Le budget—M. Stanfield*

tant que l'univers s'écroule, du moins en ce qui concerne le gouvernement et ses chances de survie.

Monsieur l'Orateur, voilà un gouvernement dont le message principal est que l'inflation est un problème international qui, par hasard, au Canada, est de compétence provinciale et municipale. Bien entendu, ce message est absurde et, pire encore, désespéré. Il ne sert qu'à augmenter les perspectives inflationnistes au pays. Si le gouvernement affirme qu'il n'y a pas grand-chose à faire, les Canadiens qui ont assez de force et de ressources pour se protéger le feront croyant que personne d'autre ne le fera à leur place.

Depuis plus d'un an je parle du danger de cette psychose et de ces perspectives inflationnistes croissantes et de cette attitude vigilante que nous avons développée. En ce qui concerne le présent gouvernement, mes avertissements sont tombés dans l'oreille d'un sourd. Il est évident que nous nous trouvons maintenant dans la situation que j'avais prévue et que, chaque jour, le problème s'amplifie et s'enracine de plus en plus fermement.

Regardez ce qui s'est produit dans le domaine de l'habitation. Les priorités sociales et les besoins humains ont été complètement ignorés lorsqu'il est devenu un marché de transactions beaucoup plus intéressant que celui de la Bourse pour les détenteurs de capital à investir. Cette chose révoltante qui arrive à notre pays et qui se répand comme une épidémie est clairement due aux ministériels.

Hier le premier ministre, de sa façon irresponsable habituelle, a décrit un certain nombre de mesures qu'a adoptées le Parlement. Il a essayé de créer l'illusion que celles-ci avaient été présentées et données à la population par les libéraux. Le présent Parlement a en effet discuté d'une idée des libéraux, l'indexation du revenu des particuliers. Monsieur le président, vous vous souviendrez que cette proposition a été mentionnée pour la première fois au cours du débat sur le budget en mai 1972 et qu'elle avait alors été condamnée et rejetée d'emblée par le ministre des Finances, le superlibéral en personne.

La conversion a suivi le résultat des élections de 1972. Nous nous sommes occupés lors de la présente législature des propositions si attendues des libéraux visant à réduire l'impôt sur le revenu des particuliers et augmenter les pensions de vieillesse. Lors de la campagne électorale de 1972, le ministre des Finances Superlibéral et le premier ministre Vrai libéral ont dit tous deux que c'était la voie vers la banqueroute.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Je suis heureux de voir que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est revenu à la Chambre. Voilà le ministre, qui, il y a quelques minutes, parlait de mon incohérence. Or la seule chose qu'on peut dire sur le comportement des Libéraux au cours de la campagne de 1972 et par la suite, c'est qu'ils ont uniformément manqué d'uniformité. Ces réductions d'impôt sur le revenu et l'accroissement des pensions de retraite que nous demandions, tout comme les députés du NPD, étaient, au dire du premier ministre et du ministre des Finances, la voie de la banqueroute. Mais, bien sûr ils ont montré ce qu'était la banqueroute politique à la suite des élections de 1972. Ces exemples de changement d'attitude et les merveilleuses politiques nouvelles des libéraux après le 31 octobre 1972 les ont vraiment impressionnés. Elles sont presque aussi impressionnantes qu'elles sont cyniques et incroyables.

L'attitude du gouvernement face à l'inflation, comme en fait preuve encore le budget, est certainement cynique et

[M. Stanfield.]

incroyable. Le ministre des Finances dit qu'il s'agit d'un phénomène international. Ensuite, bien sûr, il dit que nous devons l'attaquer en augmentant la production au Canada. De toute évidence, si nous pouvons contrer l'inflation au pays en augmentant la production, nous pourrions également la contrer en augmentant l'approvisionnement domestique. Ceci présuppose dès lors qu'il ne s'agit pas simplement d'un problème incontrôlable, d'origine internationale.

● (1120)

Si le ministre a raison de dire qu'il est important d'augmenter notre production nationale, et je suis d'accord avec lui sur ce point, il doit y avoir un facteur prépondérant dans l'inflation que nous connaissons aujourd'hui au Canada, mais le ministre ne l'admettra pas. Il veut bénéficier des deux aspects de cette contradiction. Ensuite, il insiste pour que l'on augmente rapidement l'approvisionnement domestique. Il en fait même état dans son budget. Mais il ne propose cependant pas de mesures pour augmenter l'approvisionnement mais bien des mesures qui, dans leur contexte, pourraient fort bien avoir des répercussions néfastes sur l'approvisionnement, et même faire hausser encore davantage les prix et le taux d'inflation.

Le ministre n'a pas présenté un budget équilibré. Je croyais que cela aurait pu avoir un certain effet psychologique sur la population, qui aurait pu croire que le gouvernement était sérieux. J'ai été particulièrement surpris de voir le gouvernement railler l'ampleur du déficit que nous avons réclamé il y a un an, pour ce qui est de l'expansion et de voir dans quelle mesure le ministre a été capable de créer un déficit budgétaire, notamment en ce qui concerne le premier trimestre de cette année, soit le dernier de son année financière, déficit budgétaire qui est de l'ordre de 1 milliard de dollars. Ce n'est pas si mal pour quelqu'un qui essaie de faire preuve de mesure, monsieur l'Orateur.

Ensuite, son budget comporte bien entendu une forte hausse des dépenses, et ce malgré le fait que l'ancien ministre des Finances ait manipulé les chiffres, si bien que ce que le ministre des Finances dit en fait aux provinces, aux municipalités, aux hommes d'affaires et aux travailleurs de notre pays, c'est simplement: Faites ce que je dis, mais pour l'amour de Dieu ne faites pas comme moi.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** J'espérais qu'on nous présenterait une autre politique libérale qui aurait trait à l'indexation des obligations d'épargne du Canada, mais le ministre a plutôt opté pour quelque chose d'assez différent, un programme de primes. Ce programme de primes tend surtout à persuader les gens qui détiennent actuellement des obligations d'épargne du Canada de les conserver plutôt que d'en demander le remboursement. Cette politique tend surtout à aider le gouvernement plutôt que les Canadiens. Le ministre cherche tout simplement à faire de nécessité vertu.

Ce programme serait de quelque secours, je pense, bien qu'il soit limité du fait que la prime sera considérée comme un gain de capital, mais il ne présente vraiment pas un moyen d'épargne efficace pour le petit épargnant. Il ne le protège nullement contre l'érosion du pouvoir d'achat de ses économies causée par la terrible inflation dont nous faisons l'expérience sous le gouvernement actuel. Il est loin d'être aussi efficace que le programme d'indexation facultatif des obligations que j'ai proposé et qui, monsieur l'Orateur, sera mis à exécution sous un gouvernement conservateur progressiste.